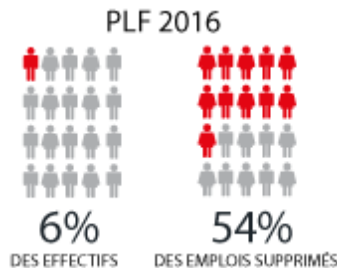




APPEL À LA GRÈVE DES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES

L'URGENCE LE 26 JANVIER, C'EST DE RELEVER LA TÊTE

Alors même que la DGFIP a toute sa place dans un dispositif de lutte contre le terrorisme, tant en terme de cohésion sociale que de surveillance des flux financiers, les suppressions d'emplois se succèdent en mode cadence infernale.



Représentant **6% des emplois** de la Fonction Publique d'État, la Direction Générale des Finances Publiques supportera **54%** des 4007 emplois supprimés en 2016, en attendant pire pour 2017, compte tenu des annonces gouvernementales après les attentats du 13 novembre dernier.

Depuis 2009, la DGFIP, devenue le dernier gisement d'emplois publics pouvant être mis à contribution, aura ainsi perdu plus de 18000 Équivalents Temps Plein (ETP),

Nous condamnons cette politique de destruction du service public, désastreuse pour les conditions de travail des personnels et l'exercice des missions.

En conséquence, en l'absence de **réaction forte des personnels**, il y a tout lieu de penser que la DGFIP sera à l'avenir la seule variable de suppression des emplois publics, afin de compenser les « créations » d'emplois dans les administrations sécuritaires.

En ce qui concerne notre réseau, les préconisations du désormais célèbre rapport de l'IGF de mai 2015 risquent de devenir réalité :

- mise en place de CSP (Centres de Service Partagés) et de SFACT (services facturiers) vidant de leur substance les postes SPL,
- fusion des paieries régionales et départementales en les regroupant pour chaque région au sein du poste gérant déjà l'EPCI du chef-lieu de région,
- passage de grosses collectivités volontaire en schéma agence comptable,
- mise en place de services communs chargés de centraliser dépenses et recettes pour toutes les grandes collectivités au niveau région.

Sans oublier la liquidation programmée des 358 postes C4 encore existants au 1/1/2016.

Quant à la Retenue à la Source, RAS (rien à signaler).

Là encore, cet acronyme est particulièrement bien choisi. Il n'y a rien à signaler, dormez tranquilles, *quand vous réveillerez, le train des réformes sera passé et il sera trop tard.*

Enfin, socialement, quelles avancées!

Diminution drastique du budget, remise sur le tapis de l'installation de 3 jours de carence pour tous les fonctionnaires coupables d'être malade, réduction très significative du montant du capital décès des fonctionnaires, le réduisant à un simple capital obsèques.

Encore de nouvelles victimes de la froide logique budgétaire inhumaine.

En conclusion, Défendre nos missions, obtenir le renforcement de nos moyens, voilà l'urgence, parce que pour nous, renforcer la DGFIP, c'est renforcer la République!



SECTION
DU
VAR